

FORUM Du 19 au 25 juin, la ville de Pau a reçu une vingtaine de peuples autochtones venus défendre leurs droits

Les chamans d'Amazonie veulent un Conseil de l'ordre

PAU

De notre envoyé spécial

Les Pyrénées sont drapées dans un épais manteau de nuages. «J'aurais tellement aimé les voir une fois avant de rentrer chez moi», regrette Elaine Kingeekut, porte-parole de la nation Yupik, venue d'Alaska au forum international de Pau qui se déroulait du 19 au 25 juin (lire La Croix du 19 juin). Ce peuple apparenté aux Inuits, qui vit sur le long de la côte ouest de l'Alaska, est venu avec une vingtaine d'autres, des quatre coins du monde, pour faire part de ses préoccupations et élaborer une convention, «la charte de Pau».

Rencontres, ateliers, spectacles, expositions, et notamment tables rondes se sont succédé pendant une semaine. «L'exploitation et le partage des savoirs autochtones», était l'un des nombreux thèmes débattus. En Amazonie, les pharmacopées traditionnelles, la biodiversité et les milliards de schémas moléculaires qu'elle contient sont convoités par les grandes firmes pharmaceutiques qui y cherchent en permanence de nouveaux principes actifs nécessaires à l'élaboration de nouveaux médicaments. Ce qui pose de nombreux problèmes de droits d'exploitation.

«L'attrait des Occidentaux pour les plantes psycho-actives et pour le chamanisme en général est à la fois un atout et un péril pour les peuples autochtones», précise Jean-Patrick Costa, ethnopharmacien et écrivain (1) qui travaille depuis plus

de quinze ans sur les médecines traditionnelles, et plus particulièrement sur les chamans ou «tradipraticiens» en Amazonie équatorienne. Fondateur de l'association Arutam et de son prolongement Zéro déforestation (2), qui soutient les peuples premiers, il est venu à Pau pour relayer les revendications des Indiens shuars, plus connus sous le nom de Jivaros.

«Il y a quinze ans, alors que je suis arrivé en Équateur en mission pour

Les Shuars demandent à partager leurs savoir-faire ancestraux avec les médecins occidentaux. Ils souhaitent aussi établir des inventaires de leurs pharmacopées, développer les jardins médicinaux...

Pharmaciens sans Frontières, les guérisseurs ou les chamans se cachent, raconte-t-il. Aujourd'hui, il existe un Conseil des chamans shuars, une direction nationale de santé indigène faisant partie du département du ministère de la santé publique équatorienne en charge de l'intégration et de la légalisation des tradipraticiens. Dans des centres de santé, certains travaillent ouvertement avec des médecins. La demande est très forte et dépasse le cadre autochtone. Les descendants des colons, qui forment plus de 50 % de la population, sont friands de cette médecine traditionnelle, moins chère. Tout comme un nombre croissant d'Occidentaux attirés par son approche globale de la maladie. Pourtant, à ce jour, les tradipraticiens n'ont pas de statut officiel. Ils peuvent donc à tout mo-

ment être condamnés pour exercice illégal de la médecine. Ce qu'ils demandent, c'est de pouvoir exercer officiellement.»

Il ne s'agit pas de remplacer la médecine occidentale, à laquelle les Shuars ont également recours pour certaines pathologies, mais ils demandent à partager leurs savoir-faire ancestraux avec les médecins occidentaux. Ils souhaitent travailler au sein d'équipes thérapeutiques comme cela se fait déjà au Canada. Ils souhaitent aussi établir des inventaires de leurs pharmacopées, développer les jardins médicinaux, développer des médicaments traditionnels améliorés, en transformant par exemple certaines plantes en sirops, pommades, huiles essentielles. Leur rêve étant, selon Jean-Patrick Costa, de créer, en terme, un laboratoire autochtone. Ce qui offrirait également à ces peuples, dont la démographie explose, une source de revenus.

«Mais, dans un premier temps, précise Jean-Patrick Costa, il convient de fixer un cadre légal à l'exercice de ces professions.» Une sorte de Conseil de l'ordre des chamans (thérapeutes magico-religieux) et guérisseurs (herboristes) visant à éviter la prolifération de charlatans.

EMMANUEL ROMER

(1) Indiens Jivaros, histoire d'une mort programmée (Éd. du Rocher 1997), L'Homme-Nature ou l'alliance avec l'Univers (Éd. Sang de la terre), Les Chamans, hier et aujourd'hui (Éd. Arutam).

(2) adresse: arutam@free.fr; site: http://arutam.free.fr; www.zero-deforestation.org

EN BREF

Les restes d'un dodo découverts sur l'île Maurice

■ Une équipe de paléontologues du Musée d'histoire naturelle de Leyde (Pays-Bas) ont découvert la partie inférieure intacte d'un dodo, une espèce d'oiseau disparue de l'île Maurice (océan Indien) depuis près de 400 ans. La trouvaille, faite par une équipe de scientifiques intéressée par l'écosystème dans lequel vivait le dodo avant que les Portugais n'envahissent l'île en 1505, comprend une hanche et les quatre os de la jambe qui s'y rattachent. Les chercheurs néerlandais et mauriciens ont également retrouvé un crâne, un bec, des vertèbres et des ailes. Espèce indigène de l'île Maurice, le dodo ne volait pas et pesait à l'âge adulte environ 23 kg. Il a été éradiqué en moins de 200 ans, vers 1681, sous l'effet de la chasse, mais aussi des chiens, cochons et rats que les Néerlandais avaient apportés.

Au Timor-Oriental, le premier ministre démissionne

■ Le premier ministre du Timor-Oriental, Mari Alkatiri, a annoncé hier sa démission, afin de ne pas «envenimer» la situation explosive dans le pays. Il était accusé d'avoir armé des civils afin de tuer certains de ses opposants. Il était engagé dans un bras de fer avec le président Xanana Gusmao, qui avait mis jeudi dans la balance sa propre démission s'il n'obtenait pas celle de son premier ministre. Dimanche, le parti au pouvoir, le Fretilin, avait infligé un camouflet au président charismatique Gusmao, en décidant de maintenir en poste Mari Alkatiri. Cette décision avait immédiatement entraîné la démission de José Ramos-Horta, ministre des affaires étrangères. Le prix Nobel de la paix n'a pas exclu de prendre la tête du gouvernement. Des forces étrangères continuent d'assurer la sécurité dans le pays, qui a sombré dans le chaos de conflits ethniques au mois d'avril.

► SOMALIE. Assassinat d'un journaliste.

Les tribunaux islamiques de Mogadiscio ont affirmé samedi avoir ordonné «une enquête sérieuse» après le meurtre, vendredi, du journaliste suédois Martin Adler, 47 ans, tué en marge d'une manifestation organisée à l'appel des Tribunaux islamiques, à Mogadiscio et à laquelle participaient 4000 personnes. Le journaliste du tabloïd *Aftonbladet* a été tué par balles par un inconnu.

► TURQUIE. Trois morts sur un site touristique.

Une explosion d'origine encore inconnue a fait trois morts et environ 25 blessés dimanche sur le site touristique des cascades de Manavgat, dans le sud de la Turquie, a affirmé le sous-préfet Fikret Dayioglu, qui évoque l'hypothèse de l'explosion d'une bonbonne de gaz. Les autorités de la ville balnéaire très prisée des touristes étrangers travaillaient hier à l'identification des personnes décédées.

► JAPON. Les États-Unis veulent déployer des missiles d'interception au Japon.

Les États-Unis envisagent de déployer des missiles d'interception sol-air Patriot dans le sud du Japon, alors que la Corée du Nord est soupçonnée de préparer un test de missile balistique de longue portée. Depuis un premier tir coréen, en 1998, Japon et États-Unis mettent au point un système de bouclier antimissile, qui devrait être déployé fin 2006 ou début 2007.

ATTENTAT Le numéro 3 de l'armée a été tué

Au Sri-Lanka, l'armée visée à la tête

L'un des plus hauts gradés de l'armée sri-lankaise et trois autres personnes ont péri hier dans un attentat suicide perpétré près de la capitale Colombo. Le général Parami Kulatunga, numéro 3 de l'armée, est le plus haut gradé de l'armée sri-lankaise tué depuis le début du conflit au Sri-Lanka qui a fait plus de 60000 morts depuis 1972. Il conduisait son véhicule sur une voie rapide de la banlieue de Colombo, à Pannipitiya, lorsqu'un kamikaze sur une motocyclette chargée d'explosifs l'a percuté. Le 25 avril, le chef de l'armée sri-lankaise, le général Sarath Fonseka, avait été grièvement blessé dans une attaque suicide qui avait fait 11 morts et avait également été attribuée par les autorités aux rebelles.

L'attentat d'hier, non revendiqué, a immédiatement été mis sur le compte des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui réclament une large indépendance du nord et de l'est du Sri-Lanka, régions peuplées en majorité de Tamouls et en grande partie déjà sous leur contrôle. Cet assassinat illustre le «mépris total» (des re-

belles) face aux appels répétés de la communauté internationale pour cesser toutes les violences et actes de terrorisme», a réagi le président du Sri-Lanka Mahinda Rajapakse, accusant les LTTE de vouloir «faire dérailler le processus de paix» qui avait conduit, en février 2002, à un cessez-le-feu de plus en plus virtuel.

L'attentat de lundi a été perpétré en pleine escalade de la violence, avec des centaines de morts depuis décembre, après l'échec de plusieurs tentatives pour ramener les deux parties à la table des négociations. Les rebelles ont réclaté la semaine dernière le départ des Danois, Finlandais et Suédois intégrés dans une mission de supervision du cessez-le-feu, après la décision de l'Union européenne d'ajouter les LTTE sur sa liste des organisations terroristes. La Norvège, pays médiateur de paix dans le conflit, a prévu une réunion de crise, jeudi, pour déterminer le sort de la mission. Hier, les rebelles ont prévenu que le pays sombrerait dans la guerre ouverte si Oslo se retirait du processus de paix.

(AFP)

Publicité